



www.maxhavelaarfrance.org

Date : 20/01/11

Responsabilité sociale des entreprises, lettre ouverte au Premier Ministre

Alors que Bertrand Plancher, député UMP est chargé du suivi de l'application du Grenelle 2, il appelle les lobbies des entreprises à cesser la pression qu'ils exercent sur le gouvernement, afin de faire modifier l'article 225 de la Responsabilité Sociale des Entreprises, dans un communiqué du 17 janvier 2011.

Responsabilité Sociale des Entreprises : Lettre Ouverte au Premier Ministre
Mobilisation des organisations œuvrant pour la responsabilité sociale des entreprises qui interpellent le Premier Ministre pour faire respecter l'article 225 de la loi de Grenelle 2.

Par le biais d'une lettre ouverte, les principales organisations engagées en faveur de la responsabilité sociale des entreprises (RSE) demandent à M. Fillon de respecter les engagements que la France a pris en adoptant la loi Grenelle 2.

Les négociations autour de la loi Grenelle 2 visaient, en outre, à encourager la RSE, et ont été marquées par un travail collectif impliquant le gouvernement, les entreprises, les syndicats et les organisations de la société civile. Ce travail de concertation a permis l'adoption du texte de loi en juillet 2010.

Les organisations engagées en faveur de la RSE s'étaient réjouies de l'adoption de l'article 225 de la loi Grenelle II qui tire les leçons de l'application de la loi NRE et renforce l'obligation pour les entreprises de communiquer sur les informations en matière sociales et environnementale.

Or, le processus d'élaboration du décret qui doit définir les modalités d'application de l'article en question, demeure toujours bloqué au niveau ministériel à cause d'un lobbying permanent et agressif d'entreprises cherchant à réduire la portée du texte. La transparence et la concertation qui avaient présidé à l'élaboration du Grenelle de l'environnement sont bafouées.

Évaluation du site

Le site de l'association Max Havelaar France présente les enjeux du commerce équitable et diffuse son actualité.

Cible
Spécialisée

Dynamisme* : 3

* pages nouvelles en moyenne sur une semaine



Ce contexte inquiétant conduit les organisations de la société civile et les entreprises qui se sont sincèrement engagées sur le sujet à solliciter publiquement l'intervention du Premier Ministre afin de veiller à respecter l'esprit de la loi.

Signataires :

- Membres du FCRSE : Les Amis de la Terre, Amnesty International France, Alternatives Economiques, CCFD, CFDT, CGT, CRID, France nature environnement, Greenpeace France, Ligue des droits de l'Homme, Oxfam France

- Agir Ici, Peuples solidaires, Sherpa

- WWF, France Nature Environnement, **Entrepreneurs d'Avenir**, le Collectif De l'Ethique sur l'Etiquette, le centre des jeunes dirigeants et l'Association OREE